

N° 11-4

**BULLETIN D'INFORMATION  
ET RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS**



**DE LA PREFECTURE DE LA MARNE**

du 7 novembre 2022

**AVIS ET PUBLICATION :**

- SERVICES DECONCENTRES :
  - D.D.T.

*Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture [www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr) (rubrique - Publications).*

# SOMMAIRE

## SERVICES DECONCENTRES

### Direction Départementale des Territoires (D.D.T)

**p 4**

- Décision n°85-2022-LE du **2 novembre 2022** portant approbation de la charte d'engagements de SNCF Réseau en tant qu'utilisateur de produits phytopharmaceutiques (usages non agricoles)

- Ordre du jour de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du vendredi 2 décembre 2022

# Services déconcentrés

# **Services déconcentrés**

**DDT**



Décision n° *85-2022-16* du – 2 NOV. 2022

**portant approbation de la charte d'engagements de SNCF Réseau en tant qu'utilisateur de produits phytopharmaceutiques (usages non agricoles) à proximité des lieux mentionnés au III de l'article L.253-8 du Code rural et de la pêche maritime (zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments) ainsi que des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière, à mettre en œuvre des mesures de protection adaptées des résidents**

**LE PRÉFET DE LA MARNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CE et 91/414/CEE du Conseil ;
- VU le règlement (UE) n° 284/2013 de la Commission du 1er mars 2013 établissant les exigences en matière de données applicables aux produits phytopharmaceutiques, conformément au règlement (CE) n°1107/2009 précité ;
- VU la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatibles avec le développement durable ;
- VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.253-8 et D.253-46-1-2 à D.253-46-1-5 ;
- VU le Code de l'environnement, notamment son article L.123-19-1 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 16 mars 2022 portant nomination de Monsieur Henri PREVOST, Préfet du département de la Marne ;
- VU l'arrêté du 4 mai 2017 modifié relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L.253-1 code rural et de la pêche maritime ;
- VU la consultation du public organisée du 23 août au 13 septembre 2022 inclus conformément à l'article L.123-19-1 du Code de l'environnement.

CONSIDÉRANT la transmission le 21 juillet 2022 par SNCF Réseau d'un projet de charte d'engagements mentionnée au III de l'article L.253-8 du Code rural et de la pêche maritime, pour des usages non agricoles ;

CONSIDÉRANT que les mesures de protection contenues dans la charte d'engagements précitée sont adaptées aux objectifs de l'article L.253-8 du Code rural et de la pêche maritime et que cette charte est elle-même conforme aux exigences mentionnées à l'article D.253-46-1-2 du même code ;

CONSIDÉRANT l'absence de remarques lors de la consultation du public.

SUR PROPOSITION de la Directrice départementale des territoires, par intérim. .

**DÉCIDE :**

**ARTICLE 1er :** La charte figurant en annexe du présent arrêté est approuvée. Elle formalise les engagements de SNCF Réseau en tant qu'utilisateur de produits phytopharmaceutiques (usages non agricoles) à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments, ainsi que des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière, à mettre en œuvre des mesures de protection adaptées.

**ARTICLE 2 :** Chaque utilisateur de produits phytopharmaceutiques dispose d'un exemplaire, le cas échéant dématérialisé, de la charte d'engagements qu'il met en œuvre lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques.

**ARTICLE 3 :** Cette charte et la présente décision seront publiées au recueil des actes administratifs ainsi que sur le site Internet des services de l'État dans la Marne.

**ARTICLE 4 :** Le Préfet du département de la Marne et SNCF Réseau sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5 :** Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet de la Marne, 38 Rue Carnot 51000 Châlons-en-Champagne ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau 75800 Paris Cedex 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, 25 Rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne (le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Après un recours gracieux, ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **- 2 NOV. 2022**

Le Préfet



Henri PREVOST



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

## **Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC)**

### **Ordre du jour de la CDAC du vendredi 2 décembre 2022**

#### **- dossier 22-006 : projet d'extension d'un magasin de commerce de détail (secteur d'activités 1).**

La demande d'autorisation d'exploitation commerciale est présentée par la SNC LIDL, dont le siège social est situé 72-92 avenue Robert Schuman à Rungis (94533), agissant en qualité de propriétaire immobilier et exploitant du point de vente, représentée par Monsieur Cédric BUTTEFEY, Responsable immobilier.

La demande d'extension porte sur un magasin de commerce de détail, à l'enseigne « LIDL », portant la surface de vente de 900 m<sup>2</sup> à 1178 m<sup>2</sup>.

L'opération sera réalisée : 6 rue de la Guinotterie à Montmirail (51210).